



# Médias locaux : trop de concentration et d'économies tue l'information

Attention secteur sinistré ! L'info régionale et départementale, dite « de proximité », vit peut-être ses dernières heures au service de ses lecteurs. Ses fossoyeurs : les grands groupes qui disaient vouloir la sauver mais, qui, à force de rachats et de mutualisation de services et de réduction des coûts, ont éloigné toujours plus les rédactions de leurs terrains.

**Le 18 juin 2026, les salariés de ces médias et ceux qui les soutiennent seront dans la rue à Paris, à l'appel des organisations syndicales ([lire ici](#) le communiqué intersyndical).**

Pourquoi ? La course à l'intelligence artificielle, mais aussi à l'audience web, la quête continue des clés de séduction des algorithmes Google, ont conduit les propriétaires à tourner le dos à la vraie raison d'être de ces médias : procurer l'information locale que la presse nationale ne peut pas livrer, s'intéresser aux préoccupations quotidiennes des citoyennes et citoyens, des familles, des travailleurs, des retraités, resserrer le tissu associatif, soutenir les entreprises locales, l'emploi.

## Le rôle clé de la presse locale

Par là même, la presse locale est la clé pour lutter contre la désertification informationnelle, dénoncée récemment par la Fondation Jean-Jaurès et les Relocalisateurs ([lire ici](#)), dans un contexte décrit par le rapport de Reporters sans frontières (RSF) sur les défis qui s'imposent aux médias de proximité ([lire ici](#)). Les Départements de France ont d'ailleurs adopté une motion sur l'importance de cette forme de presse pour la démocratie.

Vitaliser les liens entre les habitants, informer, éduquer : c'est la voie inverse que les groupes Centre France (152 suppressions de postes), Sogemedia (des correspondants locaux privés de rémunération), Ebra (réduction des charges annoncée dans le cadre d'un « plan de transformation »), Ouest-France (13 millions d'euros d'économies annuelles prévues), Rossel (départs non-remplacés pour plus de rentabilité) sont en train d'emprunter.

## Des aides à la presse mal dirigées

Fermetures d'agences, d'accueil du public, de centres d'impression (Ebra)... Ou au contraire investissements déraisonnables dans de nouvelles machines (Centre France) : ces grands groupes pourraient pourtant s'appuyer sur l'histoire des titres qui les composent et sur les fonds de leurs actionnaires qui se sont lancés dans la presse, parfois attirés par les aides que l'Etat octroie au secteur... au nom de son rôle démocratique.

La Cour des comptes elle-même s'interroge aujourd'hui sur l'efficacité de ces aides pour l'indépendance et le pluralisme puisqu'au contraire, la gestion des médias en mode industriel les conduit à une casse sociale massive, comme avant eux la sidérurgie... Mêmes causes, mêmes effets. Conditionner ses aides à la presse à un réel pluralisme, à la présence de journalistes et à leurs autonomie et indépendance, limiter la mutualisation à tout crin et les économies d'échelle, serait déjà un signal fort.

### **Une dérive vers la précarisation...**

RSF s'est aussi interrogé sur cet autre beau cadeau que la France fait à la presse écrite de proximité : les correspondants locaux de presse, dont le statut de travailleurs indépendants rémunérés en honoraires, non journalistes, permet toutes les dérives. Y compris une « uberisation » de ces travailleurs qui sont pourtant au cœur de la stratégie de moins en moins gagnante des patrons de presse. Hors de question que l'information, les lecteurs, les journalistes et métiers de la presse en fassent les frais !

### **... et le « putaclic »**

La vache n'a plus de lait, mais pour en tirer les dernières gouttes, les grands groupes sont prêts à massacrer la bête : c'est ce qui se passe sous les yeux des lecteurs de ces journaux. Le paquet sur la vidéo, l'organisation d'événements, l'édition de livres... Le media local sur le web se convertit à la curation (reprise d'infos venues d'ailleurs) sans lien avec le territoire, « pour faire du clic ». Dans sa version papier, il devient toujours plus petit, moins garni et plus cher, chargé de faits divers vite faits mal faits et de sujets institutionnels. Les moyens ne sont plus mis pour permettre aux journalistes de creuser les dossiers qui faisaient la fierté de cette presse.

### **Nos revendications pour la presse locale**

Le SNJ-CGT l'affirme : il y a urgence. Les patrons de la presse de proximité doivent cesser cette course à l'économie qui nuit à la presse et ouvre un boulevard à la désinformation. Ces derniers doivent accorder à leurs rédactions les moyens nécessaires pour assurer leur mission. Ces rédactions doivent être préservées de toute pression de l'actionnaire ou des élus politiques, via notamment les campagnes de communication financées par les collectivités locales.

Le secteur n'a pas besoin d'un énième label. Quant aux aides à la presse, elles doivent être réfléchies et orientées au service du pluralisme, de l'information de proximité, du travail journalistique de fond et contre la précarisation de métiers qui ne peuvent pas faire vivre la démocratie, si eux-mêmes n'ont plus les moyens de lutter pour la qualité de l'information face aux stratégies de profit.

Nous appelons à un plan de l'Etat pour une presse locale indépendante et plurielle, et pour que ses journalistes et l'information qu'ils délivrent soient remis au cœur du système démocratique de lutte contre la désinformation.

**Le 18 juin, tous à Paris pour dénoncer les plans qui éteignent l'information et nos métiers !**

**Montreuil, le 8 juin 2026.**